

En route vers la grève générale

Ce samedi 24 octobre était une nouvelle journée exceptionnelle de mobilisation. Alors que près de 30 000 personnes manifestaient à Orléans contre l'extrême-droite et le Rassemblement National, plus d'un million manifestaient dans toute la France. Et cela malgré les interdictions liberticides des préfetures.

En Ile de France, la manifestation a ainsi été interdite puis déplacée aux bordures de Paris. Le but de l'Etat : rendre invisible la manifestation en humiliant les syndicats et l'ensemble des manifestant-e-s. Par la même occasion, ce type de revirement de dernière minute ne permet aux acteur-ices impliqué-es d'assurer la sécurité. Le gouvernement est responsable du désordre social. Un référé a été déposé mais le juge a estimé qu'il était impossible de se positionner sur un délai aussi court entérinant de fait la décision de la préfecture.

Solidaires n'était pas pour se rendre à Porte d'Italie et nous persistons à penser que ces humiliations répétées de la part de l'État sont autant de façons d'attiser la colère et de nous diviser. Ce n'est pas au gouvernement de décréter notre droit à manifester. Le droit de manifester doit être garanti, pas réprimé. C'est pourquoi nous adressons notre solidarité avec l'ensemble des personnes mobilisées, où qu'elles soient.

Après les violences policières et les décisions liberticides du 17 octobre et de l'ensemble de la semaine, les manifestant-e-s ont répondu présent-e-s par centaines de milliers. C'est une marée humaine qui est revenue dire au gouvernement qu'elle ne veut pas de sa politique. Une marée déterminée qui a défilé en toute solidarité et dans l'unité entre les étudiant-es et les travailleur-euses. Une marée humaine qui ne veut pas se voir empêcher de manifester et de s'exprimer. Une marée humaine décidée à construire une meilleure société !

Il est temps que le gouvernement prenne ses responsabilités en répondant aux revendications des manifestant-es, en cessant la répression et en laissant la place à une vraie démocratie sociale.

Nous demandons l'amnistie de toutes les personnes arrêtées depuis le début du mouvement lycéen.

Nous donnons rendez-vous toute la semaine pour mobiliser en vue du **31 octobre et du 5 novembre**, qui devra être une journée exceptionnelle de mobilisation et de grève générale sur l'ensemble de l'Ile de France et le début d'une **grève reconductible** si le gouvernement ne daignait pas répondre à nos revendications.

Paris, le 24 octobre 2026.